



Lancement de la campagne présidentielle devant le Medef : c'est qui le patron ?

Jeudi 27 août, le syndicat patronal a procédé à un entretien d'embauche en direct pour choisir celui ou celle qui servira ses intérêts à partir de 2027. De Mélenchon à Le Pen, aucun des sept candidats présélectionnés n'a remis en cause cette mise en scène qui montre que le vrai pouvoir n'est pas dans les urnes ou à l'Élysée, mais dans les conseils d'administration des grands groupes.

Ce n'est pas une élection qui pourra chasser le Medef du pouvoir

Le « bloc central » de ceux qui ont gouverné dans un passé récent (des écologistes à la droite) n'avait plus à prouver sa volonté de se mettre au service du patronat. Pour eux, les « entreprises » (comprendre leurs patrons) seraient « essentielles ». Le rôle des politiques consisterait seulement à leur donner toujours plus. Après 20 ans de Macron, Hollande et Sarkozy, ces patrons qui pleurent la bouche pleine empochent chaque année plus de 200 milliards d'euros de subventions et allègements de charges – environ la moitié du budget de l'État. Le Code du travail, l'assurance maladie et l'assurance chômage, les retraites, l'éducation... tout est « réformé » en permanence à leur profit et contre les intérêts des classes populaires.

Marine Le Pen, elle, s'est démenée pour rassurer la bourgeoisie en promettant des budgets d'austérité qui n'ont rien à envier à ceux de Lecornu et en bégayant sur les retraites : départ non plus à 60 ans mais plutôt à 62 et après 42 ans de cotisation... Autant dire le « droit » de partir à peine avant de crever au boulot mais uniquement avec le minimum vieillesse ! L'extrême droite montre qu'elle est toujours prête à obéir servilement aux ordres du capital.

Si les corbeaux et les vautours, un de ces matins disparaissent, le soleil brillera toujours !

La proposition de Mélenchon d'augmenter le Smic, pourtant très timorée, a déclenché les rires indécentes des patrons multi-millionnaires. Ils savent que plus nos salaires sont bas, plus leurs profits sont hauts. Ils s'amusent qu'un politicien tente de les convaincre du contraire ! Pour nos salaires, comme pour nos droits, nos services publics, nos vies de travailleurs et de travailleuses

en général, il faudra non pas négocier dans les salons du Medef ou de l'Élysée, mais renverser le rapport de force par nos luttes collectives.

La grève, l'arme des travailleurs, remet les pendules à l'heure : qui crée toutes les richesses ? Qui est « essentiel » au fonctionnement de la société ? L'aide-soignante, l'ouvrier, le postier, la conductrice de bus, l'enseignant, ou bien le patron du Medef ?

Rira bien qui rira le dernier !

Aux travailleurs et travailleuses, qui produisent tout, de décider enfin de tout : c'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans cette élection présidentielle. Décider de tout, cela commence par ne pas attendre une élection pour prendre nos affaires en main. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes budgétaires dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent. C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail, et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

Sous les tropiques

Au dépôt de Belliard, c'est ambiance tropicale entre la chaleur tout l'été et les moustiques qui prolifèrent dans la machine à laver les bus. Un vrai calvaire ! Et côté température, quand c'est trop, c'est stop ! Mais pour les chefs tant qu'on bosse sous les tropiques, tout va bien.

Dehors ou dedans ?

La semaine dernière pendant les gros orages ils ne pleuvaient pas que dehors... Tempêtes dans le tram 9 avec vitres cassées, pluie dans les postes de conduite et jusque dans l'interface de Vitry ! On est presque habitués, quand c'était la canicule, c'était pire dedans que dehors ! Encore une raison que ça jette un froid avec la direction...

La Régie en terrain scandinave

Après Singapour, l'Arabie Saoudite ou encore la Californie, le groupe RATP remporte la gestion des 4 lignes de métro de Copenhague au Danemark. La conquête des marchés internationaux continue avec une recette qu'on connaît bien ici : faire du profit en exploitant toujours plus les travailleurs. Une vraie multinationale !

Opération avec complications !

Au 1er août, la DSP 47 (Ivry, Vitry, Villeneuve-le-Roi et le T9) est devenue Keolis. Depuis, le nombre de service non couvert a explosé et rien ne garantit une amélioration pour la rentrée. Entre les nouveaux logiciels, les vieux bus et le manque de pièces... ça nous rappelle bien nos ateliers RATP où on rencontre les mêmes problèmes !

Keolis provoque, les salariés ripostent !

Face aux plannings devenus gruyères, au non-respect des roulements, des cycles ou des repos, et une paye qui tarde à tomber les collègues de la DSP 47 appellent à la grève le 10 et 11 septembre. Nous aussi on connaît ces situations, alors on y va ensemble ?

Du Népal à l'Algérie : un même système à combattre !

Alors que la crue dévastatrice au Népal a fait un millier de morts et des milliers de disparus, l'Algérie fait face à plus de 200 incendies qui ont tué 12 personnes et en ont blessés des dizaines. Ce bilan, qui n'a pas fini de compter ses victimes, ce n'est pas celui de la « nature ». Non, c'est celui des dirigeants de ce monde : hommes politiques et dirigeants des grandes entreprises qui main

dans la main imposent leur dictature patronale qui n'a comme seule boussole la soif de leurs profits ! Les populations sur place n'ont pas attendu les pseudos aides des gouvernements pour s'entraider et s'organiser !

I love Paris

Dans la nuit du 25 au 26 août, une famille de touristes américains a été brutalement agressée par des policiers dans le Marais. L'un d'eux a été plaqué contre le sol, la tête dans le caniveau, tandis que ses deux frères ont été matraqués et gazés. Leur tort était d'être noirs, alors que des « jeunes d'allure suspecte » avaient été signalés aux flics. Pour se justifier, un des policiers a prétendu qu'il avait été insulté... en anglais, ce que les témoins ont contesté. La scène a été filmée par des passants. Très choqué par cette violence, un des touristes a déclaré qu'il n'avait jamais vu cela aux États-Unis. Ça en dit long sur l'attitude de la police française ! Mais elle se comporte comme la police américaine, sans compter les mercenaires d'ICE, la milice anti-migrant qui ratisse les rues au faciès.

Une fête des patrons financée par le contribuable

Deux jours durant, le Medef a loué le stade Roland-Garros, à Paris, pour organiser son université d'été baptisée « La rencontre des entrepreneurs ». Le clou de l'évènement était le débat avec sept candidats à la présidentielle retransmis en direct sur LCI. Cette petite sauterie a coûté pas loin de 300 000 euros. Pas grave, puisque la principale organisation patronale a réussi à la faire sponsoriser avec l'argent du contribuable, en demandant à des organismes publics de mettre la main au porte-monnaie en devenant « partenaires » de l'évènement. C'est ainsi que la Banque publique d'investissement, France Travail, l'Agence de la Transition écologique et l'Office français de la biodiversité ont déboursé chacun 60 000 euros pour être « partenaire gold ». D'autres ont obtenu le statut « silver » ou « bronze ». Et le tout avec la bénédiction du gouvernement et des différents ministères. On dit merci qui ?

Dans le nouveau numéro de Révolutionnaires

Retrouve l'article **Privatisation des bus RATP : Keolis provoque, les salariés ripostent !**